

## ***Solidarité!***

Bulletin du Secours Rouge/APAPC n°15 - mars/avril 2006



---

### **Editorial**

#### **Comme la corde soutient le pendu...**

Il est une tendance extrêmement malsaine dans le mouvement de solidarité avec les inculpés du procès de Bruges.

Une tendance qui se fait de plus en plus entendre, et qui, en exploitant les soucis tactiques des inculpés et de leurs avocats, est en passe de devenir tout à fait hégémonique.

Cette tendance s'est particulièrement manifestée au meeting-débat organisé par le Comité Liberté d'Expression et d'Association (CLEA) fin février à l'ULB, et, dans sa presse, par le PTB.

Il s'agit de cette tendance qui veut établir une frontière totale entre la réalité du DHKC et le procès de Bruges. Cela va de la tartufferie ('cachez ces attentats que je ne saurais voir') à la propagande contre-révolutionnaire pure et simple, en passant par la confusion opportuniste la plus achevée (le PTB qui invite ses militants à se démarquer des choix du DHKC mais qui les invite à soutenir le Hamas...).

Nous avons nous-mêmes des brassées de réserves sur les choix stratégiques et tactiques du DHKC, mais nous voulons dire avec force:

- Que les camarades du DHKC sont des révolutionnaires dont le dévouement et la détermination font l'honneur des peuples opprimés de Turquie. Dans la guérilla, dans les mouvements de masse et de jeunesse, dans les prisons, les militants du DHKC donnent un exemple de courage et d'intégrité révolutionnaires.

- Que, sans rentrer dans le débat de son opportunité et de ses modalités, la légitimité morale et historique du choix de la lutte armée révolutionnaire fait par le DHKC ne souffre aucune discussion. Il est légitime de lutter les armes à la main contre les exploiteurs et les oppresseurs du peuple.

- Que face à la répression, nous ne laisserons pas nos divergences avec le DHKC faire obstacle à l'unité solidaire face à l'impérialisme et ses agents.

- Que dans l'affaire du procès de Bruges, il ne faut pas isoler le cas de Bahar Kimyongur (victime d'une 'atteinte à la liberté d'expression') et/ou celui de Ferye Erdal (victime potentielle des tortionnaires et des escadrons de la mort). Il s'agit de soutenir tous les révolutionnaires condamnés par la justice bourgeoise.

Une autre chose nous paraît essentielle. Lorsqu'un porte-parole du CLEA (mais on trouve le même discours chez le PTB) déclare que *'Les outils juridiques utilisés dans le procès du DHKC constituent une menace pour tous ceux qui souhaitent se mobiliser contre les injustices traversant notre société. Il s'agit d'armes pour criminaliser les mouvements sociaux'*, il se livre à une activité bien décrite par la formule: se chatouiller pour se faire rire.

Ce n'est pas pour avoir traduit et propagé n'importe quel document que sept ans de prison ont été requis contre Bahar Kimyongur, et qu'une condamnation de quatre ans a été prononcée. C'est pour avoir traduit et propagé un document relatif à une action révolutionnaire. Feindre que la police et la justice bourgeoise répriment tout et n'importe quoi signifie masquer une vérité très claire: la police et la justice bourgeoises combattent ceux qu'elles considèrent comme une menace réelle pour le régime bourgeois.

Les petites coteries 'critiques' et 'oppositionnelles' n'ont rien à redouter des dispositifs répressifs bourgeois... parce que la bourgeoisie sait qu'elle-même n'a rien à craindre d'elles! Elles occupent leurs petites cases, jouent leur petit rôle de caution du 'système démocratique', et vont même à la soupe (associative, académique, politique).

Il ne fait aucune doute qu'avec la nouvelle loi anti-terroriste et la loi sur les méthodes particulières de recherche, l'appareil répressif bourgeois a effectué un saut qualitatif. Les anciennes normes juridiques et morales font place, chaque jour davantage, à la totale liberté d'action de l'appareil répressif.

La toute-puissance des forces bourgeoises et kollabos leur permet de réprimer les forces authentiquement révolutionnaires de manière préventive et radicale: on condamne à des années de prison pour un tract, on laisse mourir en prison des militants révolutionnaires...

Quand le procureur de Bruges, se faisant l'écho de la doctrine de la guerre préventive anti-terroriste US, a déclaré: *'Nous devons punir ces inculpés par des peines maximales. Cela servira d'exemple pour tous ceux qui voudraient faire de notre pays un repaire et une base pour le terrorisme. (...) Avant que demain, ils ne commettent d'attentats, il faut les punir dès aujourd'hui'*, il a montré ce que craint réellement la bourgeoisie: non pas 'tous ceux qui souhaitent se mobiliser contre les injustices traversant notre société' (pour reprendre l'expression du porte-parole du CLEA), car elle a mis en place les dispositifs (sociaux, politiques, idéologiques) pour neutraliser l'immense majorité de ces derniers, mais ceux qui pourraient lutter directement, les armes à la main, contre le pouvoir impérialiste.

Il est clair que la logique des avocats est de ne pas se préoccuper (ni attirer l'attention) sur la réalité révolutionnaire du DHKC. Que les inculpés et le mouvement de solidarité les suivent, pour des raisons tactiques, on peut le concevoir (encore qu'à notre avis, il s'agit d'une erreur; le verdict a d'ailleurs prouvé qu'on ne gagne rien à prendre l'ennemi pour un imbécile).

Mais quand au sein du mouvement de solidarité, tout soit pensé, dit et décidé comme si la justice belge n'était pas une justice de classe au service de la bourgeoisie impérialiste, la mesure est passée. On quitte le domaine de la tactique pour rentrer dans celui de l'opportunisme et, en dernière analyse, de la collaboration de classe.

Nous disons que défendre le cas de Bahar Kimyongur et ignorer le cas de Dursun Karatas, figure historique du mouvement révolutionnaire en Turquie et secrétaire général du DHKP, qui s'est évadé d'une prison turque après neuf ans de détention, c'est en dernière analyse collaborer avec la justice de classe, c'est soutenir les victimes de la répression bourgeoise comme la corde soutient le pendu.

---

## Belgique

### Bruges: Verdict au procès contre le DHKC

Le procès de onze militants présumés du Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple, ouvert le 23 janvier dans des conditions de sécurité exceptionnelles devant le tribunal correctionnel de Bruges, s'est achevé le 28 février avec l'affaire que l'on sait. La disparition de Fehriye Erdal ne doit pas masquer l'enjeu politique majeur qu'a constitué ce procès et les condamnations qui y ont été prononcées.

Pour rappel, il s'agissait d'abord de juger trois militants du DHKC interpellés le 26 septembre 1999 aux abords d'un appartement à Knokke. Dans leur appartement, la police saisit du matériel informatique, des archives et des munitions, laissant penser qu'il s'agissait d'une base du DHKC, qui a toujours déclaré ne jamais pratiquer la lutte armée en dehors de la Turquie.

Parmi les locataires de l'appartement, Fehriye Erdal, une jeune militante qui avait du quitter clandestinement la Turquie sous une fausse identité pour échapper aux escadrons de la mort qui étaient à ses trousses. Fehriye Erdal avait été accusée par la police turque d'être complice d'un attentat visant l'un des magnats de la dynastie financière Sabanci. Les autorités ne l'incriminaient pas explicitement pour complicité de meurtre mais pour *'tentative de renverser l'ordre constitutionnel'* en vertu de l'article 146/1 du Code pénal turc, et ce en raison de son engagement politique. Dans la vague d'hystérie vindicative qui se déchaîna suite à l'attentat, la presse officielle turque ne tarda pas à révéler le recrutement de cinquante mercenaires par la famille Sabanci pour traquer Fehriye Erdal.

Un autre accusé du procès de Bruges, Dursun Karatas, figure historique du mouvement révolutionnaire turc et secrétaire général du parti révolutionnaire de libération du peuple, le DHKP, a vécu pendant 9 ans dans les prisons de la junte militaire, jusqu'au jour où il s'évada. Depuis, il était contraint de vivre dans la clandestinité. Lui aussi est poursuivi par les escadrons de la mort.

Mehmet Agar, un parlementaire mafieux qui doit son ascension politique aux multiples massacres d'opposants qu'il planifia alors qu'il était le chef de la police spéciale, avait envoyé en Europe en 1996, à l'époque où il était ministre de l'intérieur, une armada de fascistes maffieux pour assassiner Dursun Karatas. D'après les révélations mêmes d'un ex-chef des services secrets turcs, Mehmet Eymür, ces mercenaires avaient été rémunérés pour cette mission par le ministre de l'intérieur Agar en personne, cependant non pas en argent comptant mais avec 80 kg d'héroïne!

Deux des onze inculpés, dont un Belge, Bahar Kimyongur, sont considérés comme les porte-paroles en 2004 du bureau d'information du DHKC situé à Bruxelles, 190 rue Stevin, et sont poursuivis en vertu de la nouvelle loi belge dite 'anti-terroriste'. En réaction à cette double inculpation, des étudiants et des chercheurs de l'ULB se sont regroupés le 23 février au sein d'un Comité Liberté d'Expression et d'Association (CLEA) pour dénoncer la loi réprimant les organisations criminelles à visée terroriste. Ce comité, qui se préoccupe particulièrement du cas d'un ancien étudiant de l'ULB né en Belgique, Bahar Kimyongur, a organisé une conférence-débat qui a rassemblé 120 personnes à l'ULB.

Sept ans de prison ont été requis contre Bahar Kimyongur. Le procureur fédéral estime qu'en revendiquant un attentat du DHKP-C de 1991, il a pris part à l'attentat lui-même car la revendication confère de la notoriété à l'organisation. En fait, Bahar Kimyongur s'était borné à donner lecture du communiqué rendu public par le DHKC (notamment via internet).

Fehriye Erdal a finalement été condamnée à quatre ans de prison, Sükriye Akar a été condamné à quatre ans et arrêté, Dursun Karatas condamné à cinq ans, Zerrin Sari a été condamné à quatre ans, Bahar Kimyongur condamné à quatre ans également, (mais son arrestation immédiate n'a pas été ordonnée), Kaya Saz a été condamné à quatre ans de prison et Musa Asoglu, secrétaire général du DHKC, a été condamné à six ans de prison (c'est l'homme qui conduisait la voiture dans laquelle Fehriye Erdal a échappé à la surveillance de la Sûreté de l'Etat). Seuls Kaya Saz et Musa Asoglu n'ont pas fait appel. Musa Asoglu a toujours pris l'entière responsabilité de ce qui a été découvert dans l'appartement de Knokke (des armes et des archives du DHKP)

Quatre personnes poursuivies devant le tribunal correctionnel de Bruges ont été acquittées. La position du parquet fédéral sur des appels éventuels n'est pas encore prise.

Le tribunal de Bruges est présidé par l'ancien président du Comité P, Freddy Troch, en raison de 'sa connaissance des turcs'. Cette nomination à une histoire. En 1996, la gendarmerie organisait une opération appelée 'Asi', dans le but de démanteler des réseaux de délinquants turcs. Elle s'est livrée à un espionnage systématique et méthodique de la communauté turque. 93.300 turcs ont été surveillés secrètement dans le cadre de cette opération, et la gendarmerie a ainsi illégalement obtenu des renseignements relatifs à l'ensemble de la communauté turque, y compris ses forces politiques. Le fait est d'autant plus grave que les autorités officielles turques ont participé à cette opération. Le général Willy Deridder, commandant de la gendarmerie, était allé à Ankara avant l'opération sous prétexte de signer l'accord de coopération en matière de lutte contre le trafic de drogue, la terreur et les crimes organisés. Johan Vande Lanotte, ministre de l'intérieur et Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, n'auraient pas été informés au sujet de ce voyage, à tel point que lorsque cette visite secrète a été portée à la connaissance de l'opinion publique, le ministre De Clerck a donné l'instruction d'ouvrir d'une enquête. Suite à cette instruction, le 'Comité P' a entamé une investigation relative à l'opération 'Asi' et rédigé en 2001 un rapport qui n'a pas été rendu public.

La publication du rapport a été empêchée par Freddy Troch qui était président du Comité P de 1993 à 1996. Dans le rapport publié ultérieurement, la gendarmerie a été blanchie. Le Comité P a défendu l'idée que la surveillance secrète de la gendarmerie ne présentait aucun aspect politique et que cela ne violait en rien les droits de citoyenneté des turcs. C'est ce même Freddy Troch, qui a été nommé à la présidence du Tribunal correctionnel de Bruges qui siège dans l'affaire Fehriye Erdal. Les juges de la région ne veulent pas siéger dans cette affaire et c'est pour sa parfaite connaissance des turcs, depuis l'opération 'Asi' qu'il aurait été nommé spécialement dans cette affaire.

On se demande à ce jour de quel crime concret ce procureur accuse les prévenus. Dans son réquisitoire, il n'est pas une seule fois question de crimes malgré les années de prison qu'il requiert. En réalité, il cherche à imposer le raisonnement suivant: *'Le DHKP est une organisation de guerre. Qu'importe si les accusés n'ont pas commis d'attentats ici. Ils le font bien en Turquie. Par conséquent, il faut les punir pour les actes qu'ils commettent ou qu'ils risquent de commettre en Turquie...'* Il tient ainsi les inculpés responsables et punissables de tout et pour tout ce que l'organisation a fait dans le monde entier.

S'inspirant visiblement de la 'doctrine de guerre préventive' US, il a déclaré: *'Nous devons punir ces inculpés par des peines maximales. Cela servira d'exemple pour tous ceux qui voudraient faire de notre pays un repaire et une base pour le terrorisme. D'autre part, si l'on maintient ces inculpés en liberté, ils pourraient commettre un attentat à Bruxelles du même ordre que les attentats perpétrés dans le métro de Londres. C'est pourquoi, il faut dès aujourd'hui prendre nos précautions et donner une peine qui servira d'exemple...'* Le procureur fédéral traite les inculpés de 'criminels potentiels' sans même recourir à des preuves concrètes. Il dit notamment ceci: *'Avant que demain, ils ne commettent d'attentats, il faut les punir dès aujourd'hui'*.

Le procureur ne se décide pas à définir la nature du DHKP-C. Il qualifie tantôt le DHKP-C d'organisation terroriste, tantôt d'organisation criminelle. Pour qu'il puisse nous accuser de terrorisme, il faut que notre organisation eût commis un acte 'terroriste' en Belgique. Seulement, il n'y a jamais eu de telle action.

Enfin, le procureur fédéral s'est fait l'avocat du régime fasciste turc. 'la Turquie a changé', a-t-il déclaré, faisant l'impasse sur les tortures, les massacres, les atrocités en tout genre commises dans les prisons, les incendies de villages, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions, les persécutions et les censures. Johan Delmulle s'est montré plus catholique que le pape, car l'avocat de la partie civile qui, lui, défend l'Etat turc, n'a pas pu réfuter la réalité: *'En effet, de tels actes se sont produits en Turquie. Il y avait la torture à une certaine époque. Mais la Turquie avait des raisons pour agir ainsi'*. Justifiant la torture, il en légitime un futur recours en cas de nécessité.

La propagande de l'Etat fasciste turc affirmait que la Belgique se faisait le 'parapluie du terrorisme'. Le procureur fédéral reprend ce discours et requiert des peines exemplaires *'pour montrer que la Belgique n'est pas le refuge au terrorisme'*. La Belgique va-t-elle exécuter les desiderata du régime fasciste d'Ankara? En tout cas, c'est que ce souhaite le procureur fédéral.

Comité pour la liberté de Fehriye 190, rue Stevin, 1000 Bruxelles; tél: +32 2 280 22 28; mail: [freefehriye@yahoo.com](mailto:freefehriye@yahoo.com)

---

## Ce document vaut 7 ans de prison

Voici le communiqué rendu public par le DKHC et dont Bahar Kimyongur s'était fait l'écho. C'est pour avoir contribué à faire connaître ce texte à l'opinion publique (désinformée sur un prétendu attentat aveugle) que Bahar Kimyongur a été inculpé à l'aide de la nouvelle loi anti-terroriste.

25 juin 2004

Communiqué: 335.

EXCUSES ET EXPLICATIONS

Le 24 juin dernier vers 15.00, la bombe que transportait notre camarade Semiran Polat avec l'intention de mener une action en représailles à l'assassinat de nos camarades en prison, a explosé alors qu'elle se trouvait dans un autobus à hauteur du quartier Çapa à Istanbul. Outre notre camarade Semiran Polat, les personnes dénommées Zehra Sahin, Kemal Polat et Feride Ilgiz sont décédées. Notre tristesse est grande face à un accident dont nous n'avons jamais connu de semblable en 34 ans d'histoire.

Malgré tout, nul ne doit distordre cette réalité par la démagogie sur le 'terrorisme'.

Dans les prisons de ce pays, 114 personnes ont perdu la vie!

Au cours de l'hécatombe qui se poursuit dans les prisons, 28 détenus ont été assassinés en une seule nuit (19 décembre 2000) sous la complicité de l'Etat et des médias bourgeois. Les médias et l'Etat ont continué à collaborer tout au long de ce massacre. A ce jour, 114 personnes sont mortes. Dans les médias bourgeois, il n'y a toujours pas un seul mot sur ce crime. Le gouvernement n'a pas fait la moindre déclaration.

114 personnes meurent dans un pays dont les médias ne soufflent mot. Quant au gouvernement de ce pays, il ne se sent pas responsable. Même dans les pays les plus rétrogrades, il n'est pas possible de rencontrer une chose pareille.

En Turquie, par contre, cela arrive. Et si l'Etat parvient à faire le silence sur ce crime, c'est parce qu'il est aidé par les médias.

La politique de l'isolement dans les prisons de type F a assassiné le 22 juin notre camarade Hüseyin Çukurluöz et le 23 juin, notre camarade Bekir Baturu. Hüseyin Çukurluöz est ainsi devenu le 113e camarade et Bekir Baturu, le 114e camarade de cette résistance.

Entre-temps, l'alliance Etat-médias a gardé son mutisme! Cette alliance a une nouvelle fois soutenu la tyrannie en silence. Le Premier ministre Tayyip Erdogan déclara sans la moindre honte: 'ces décès ne sont pas survenus durant notre mandat'.

ALORS AVEC QUI ET COMMENT MODIFIER CE TABLEAU FAIT D'INJUSTICES ET DE NON-DROIT?

Semiran Polat s'est engagée pour changer cet état des choses. Elle avait préparé sa bombe pour mener des représailles contre l'assassinat de ses deux camarades. Malheureusement, un accident dont nous ne connaissons toujours pas la raison s'est produit. Un accident involontaire et qui n'a pas de comparaison dans notre histoire. Car, c'est la première fois que des gens du peuple ont été tués ou blessés. Nous en sommes responsables. Nous reconnaissons notre faute et nous présentons toutes nos excuses à notre peuple.

Les tortionnaires de ce pays cherchent à légitimiser leurs crimes en instrumentalisant ce triste accident. Rien ne doit nous faire oublier la réalité suivante: nous avons le droit de représailles face à l'assassinat de 114 de nos camarades. C'est cet Etat qui assassiné ces 114 personnes. Ce sont ces médias qui dissimulent les décès et le régime d'isolement ou qui fait la publicité de ce type d'incarcération. La responsabilité de l'Etat et des médias est claire. L'Etat et les médias recourent à la violence et l'encouragent. Eux qui sont les véritables producteurs de violence se permettent d'accuser d'autres de violents.

Par conséquent, la presse et les médias qui ont applaudi le massacre de 28 prisonniers et qui dissimulent la violence de l'Etat n'ont rien à dire aux révolutionnaires. 'La vie humaine' n'a aucune valeur à leurs yeux. Ils n'ont vraiment rien à dire sur la préciosité de la vie.

Les révolutionnaires reconnaissent leurs erreurs et leurs responsabilités. Personne n'a à rappeler cela aux révolutionnaires. Certainement pas ceux dont les mains dégoulinent de sang. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui mettent la vie de la population en danger. Ce sont l'Etat et ses chiens de garde de la presse. Dans ce pays, près de 10.000 personnes ont été abattues, exécutées et enlevées par l'Etat.

C'est le fascisme qui menace la vie des gens; pas les révolutionnaires.

La conception politique et éthique du Front révolutionnaire de libération du peuple à propos de l'action révolutionnaire est claire et précise depuis 34 ans. Notre conception politique et éthique rejette toute forme d'action qui porte préjudice à la population. Jamais nous n'accepterons que le peuple soit visé. Cette bombe qui devait exploser dans le centre névralgique des ennemis du peuple a accidentellement explosé. Nous réitérons nos excuses et reconnaissons notre responsabilité.

C'est pourquoi, nous dédions nos sincères condoléances aux proches de Zehra Sahin, Kemal Polat et Feride Ilgiz et souhaitons un prompt rétablissement à toutes les personnes blessées.

Notre camarade Semiran Polat a consacré toute sa jeunesse à la libération du peuple. Elle a courageusement représenté la justice du peuple. Semiran Polat est née le 16 octobre 1975 au village kurde de Basu (Günesdere en turc) à Mazgirt, dans la province de Dersim. Comme son père partit travailler en tant qu'ouvrier dans le complexe sidérurgique 'Demir-Celik' (Fer et acier) à Iskenderun (Alexandrette), elle vécut durant son enfance dans cette ville portuaire. Elle étudia à la faculté de philosophie de l'université de Mersin. A cette époque, elle fut organisée au sein de l'Association des Etudiants puis au sein de la Fédération des associations étudiantes de Turquie (TÖDEF). Elle participa à la lutte académique et démocratique des étudiants. Dans cette lutte, elle assumait de plus en plus de responsabilités.

En 1995, elle fit connaissance avec le mouvement révolutionnaire. En 1996, elle s'organise. En 1997, elle est affectée au poste de représentante de l'organisation de la jeunesse de Mersin. En 1998, elle assure la coordination du mouvement en Méditerranée, entre les villes de Mersin, d'Antalya et d'Isparta. Elle fut fort active dans l'organisation de notre base populaire à Mersin. Elle a été arrêtée au cours d'une conférence de presse relative à une descente policière menée dans les locaux de la revue '*Kurtulus*' (*Libération*). Durant cette garde à vue, elle est torturée. Elle vécut en outre, de courtes captivités. En 1998, elle décide de s'engager complètement

dans la lutte de libération du peuple. En 1999, elle devient dirigeante de l'organisation de la jeunesse. Elle assume cette responsabilité jusqu'en 2001. Par la suite, elle entre en clandestinité. Elle combat au sein des unités de propagande armée.

Ses enseignants ont été deux martyrs du jeûne de la mort: Ugur Türkmen et Tülay Korkmaz. Les 114 personnes que les prisons de type F ont tuées ont été ses camarades et ses compagnons de tranchée. C'est pourquoi, elle souhaitait, plus que tout, venger ses camarades.

Elle eut un parcours militant dense au sein de la jeunesse et dans les quartiers populaires. Pour son idéal d'émancipation, elle connut la torture et la captivité. Mais pour elle, cela en valait la peine. Parlant de ses activités politiques au sein des quartier populaires, voici ce qu'elle dit: *'Après les cours, je me rendais aux quartiers avec Ugur (Türkmen) pour y mener nos activités. Je passais la nuit dans le quartier avec mes camarades. Je vivais ma militance avec beaucoup d'intensité. Je n'avais jamais été aussi paisible de ma vie. Mon engagement me procurait un plaisir immense...'*

Dans le curriculum vitae qu'elle adressa à notre organisation, voici ce qu'elle écrit: *'J'aime intensément la vie, j'aime les gens. J'ai la conscience tranquille parce que je lutte... Lorsque l'on scrute nos 30 ans d'histoire, on y voit de l'héroïsme ainsi que de nouvelles traditions. Surtout aujourd'hui... Nous résisterons contre le capitalisme, l'impérialisme et tous ses collaborateurs jusqu'au bout parce que nous sommes révolutionnaires. Notre mouvement est un espoir de libération pour les peuples. Notre mission est d'agrandir cet espoir.'*

NOUS TE LE PROMETTONS CAMARADE SEMIRAN, NOUS AGRANDIRONS L'ESPOIR! DEVRIMCI HALK KURTULUS CEPHESI

---

## **Bruxelles: Meeting pour Marco Paulsen**

Marco Paulsen Figueroa est un ancien prisonnier politique chilien. Il a participé à la lutte de résistance contre la dictature de Pinochet, fut emprisonné en 1989 et condamné à seize années de prison. Il a passé quatre années en prison. En 1993, le gouvernement Aylwin commue sa peine de prison en douze années d'exil. Marco arrive en Belgique en 1993. Il a depuis la nationalité belge. Ayant purgé sa peine d'exil en octobre 2005, Marco a organisé un voyage au Chili pour rencontrer sa famille. Le 10 décembre, à son arrivée à l'aéroport de Santiago, Marco est arrêté par la police pour n'avoir pas purgé la totalité de sa condamnation à l'exil. En fait, Marco avait fait l'objet d'une seconde condamnation (100 jours de prison) à la suite d'un incident survenu en 1990 à la prison de Santiago. Le gouvernement de 'concertation', au pouvoir depuis quelques mois, avait pris des mesures restrictives pour les prisonniers politiques. Les grilles donnant accès à l'espace de visite des détenus avaient été couvertes de plaques métalliques. Trois ou quatre détenus avaient arraché ces plaques. Cette action ne fut pas immédiatement réprimée par la gendarmerie. Des jours plus tard, un juge prit les déclarations d'une trentaine de prisonniers politiques présents dans le préau le jour de l'incident. Dans l'euphorie des premiers jours suivant la chute de Pinochet, personne n'accorda d'attention à cette enquête. Pourtant, des années plus tard (entre-temps trois accusés sont morts et la prison de Santiago a été démolie), il s'avère que la totalité des prisonniers politiques interrogés par le juge ont été jugés et condamnés par défaut, et ce sans même avoir participé aux faits incriminés.

Un meeting a été organisé à Bruxelles par le Comité Européen Contre l'Impunité (CECI) pour exiger la libération de Marco. Celui-ci est dans une situation absurde: interdit de rentrer en Belgique parce que rentré trop tôt au Chili...

Une représentante du CECI a exposé la situation de Marco et, en général, celle des anciens prisonniers politiques et exilés chiliens. Des dizaines de militants politiques chiliens ont été condamnés à des peines d'exil (ou ont vu leur peine de prison commuées en peine d'exil) après la chute de Pinochet. S'y ajoutent un grand nombre de militants en situation irrégulière, ainsi les quarante prisonniers politiques évadés d'un pénitencier en janvier 1990. Des centaines de personnes sont sorties du pays, d'autres y vivent dans la clandestinité depuis parfois quinze ans.

Une représentante chilienne de l'ICAD (Comité International Contre les Disparitions), ancienne prisonnière politique, a également exposé son itinéraire personnel, symptomatique de la situation des anciens prisonniers politiques/exilés chiliens en Europe. L'employeur et des proches de Marco ont également pris la parole dans ce meeting où le Secours Rouge a assuré une présence solidaire. Le meeting a été suivi, quatre jours plus tard, d'une manifestation devant l'ambassade du Chili qui a rassemblé une quarantaine de personnes.

La mobilisation a porté ses fruits puisque Marco a été libéré quelques jours plus tard.

---

## **Campagne 'Free the dockers'!**

La campagne de solidarité avec les dockers arrêtés après la manifestation de Strasbourg a commencé par plusieurs distributions de tracts (notamment à la manifestation de Vottem).

Elle s'est poursuivie le 6 février avec une soirée de soutien au Garcia Lorca. Cinquante personnes ont assistés à la projection du film de Ken Loach 'The Flikering Flame' sur la grève des dockers de Liverpool en 1992. A cette soirée, 250 euros ont été recueillis pour les familles des dockers emprisonnés.



Le 9 février, un rassemblement s'est tenu devant la résidence de l'ambassadeur de France, boulevard du Régent. Le Secours Rouge/APAPC s'est depuis le début associé à cette campagne de solidarité.





---

### **Nouvelles brèves de Belgique**

#### **La Chambre vote la création de l'OCAM**

La Chambre a adopté le 8 mars le projet de loi créant l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM). L'OCAM est l'héritier du Groupe d'Interforce Antiterroriste dont la mission est de centraliser les informations relatives à la 'menace terroriste' en provenance des différents services (police, sûreté, renseignement militaire, douane, affaires étrangères). L'OCAM comptera cinquante policiers et agents de la Sûreté et deux directeurs, il dépendra des ministères de la Justice et de l'Intérieur. A la différence de l'ancien GIA, l'OCAM a une base légale et obligation est faite aux différents services pour lui communiquer toutes les informations susceptibles de l'intéresser.

---

#### **Création d'un Comité fédéral anti-terroriste pour la sûreté du rail**

Un Comité fédéral anti-terroriste pour la sûreté du rail a été mis sur pied dans le but de 'prévenir et décourager les actes de terrorisme contre le rail'. Ce comité, composé d'une dizaine de personnes, doit proposer au gouvernement fédéral une politique générale en matière de sûreté du transport ferroviaire reposant sur des études de vulnérabilité.

---

#### **Manifestation à Vottem**

Entre cent et deux cents personnes étaient présentes le 27 mars devant le centre fermé de Vottem pour protester contre l'enfermement des enfants. Période pré-électorale oblige, des représentants des partis de la coalition arc-en-ciel qui planifie et exécute consciencieusement la répression des sans-papiers au moyen, e.a. des centres fermés, étaient présents, toute honte bue. Même le bourgmestre (PS) était présent...

---

## International

### Interview avec Imad Chiha (Mouvement Communiste Arabe)

*Solidarité!* a pu réaliser une interview avec Imad Chiha, un communiste libéré en août 2004 après avoir passé presque 30 ans dans les prisons syriennes. Imad Chiha était membre du Mouvement Communiste Arabe, une organisation implantée au Liban, en Syrie et Koweït, qui a mené des actions armées contre les intérêts impérialistes (contre le pavillon américain à la foire internationale de Damas le 14 août 1974, contre le centre américain d'informations - le siège de la CIA - également à Damas en août 1974, contre plusieurs banques et sociétés d'assurance américaines à Beyrouth, à Damas et à Koweït-City, d'août à novembre 1974).

*Vous êtes militant du Mouvement Communiste Arabe. Pouvez-vous nous présenter cette organisation et son histoire?*

Le Mouvement Communiste Arabe est une fraction marxiste révolutionnaire née au début des années 1970 dans les milieux étudiants, suite à la défaite des régimes petits-bourgeois arabes dans la guerre de juin 1967, au massacre perpétré par le régime jordanien contre le peuple palestinien et les organisations de la résistance palestinienne en septembre 1970, et de la tentative de faire passer un règlement pacifique de la cause palestinienne aux dépens des droits légitimes du peuple palestinien au retour et à l'autodétermination. Tout ceci était un bilan naturel de l'impuissance des régimes en ce qui concerne la résolution des questions historiques posées: la libération des territoires occupés et l'accomplissement des tâches de la révolution démocratique bourgeoise, malgré leur adoption d'un socialisme présumé et d'une ligne d'évolution non-capitaliste selon les théorisations soviétiques. Nous avons trouvé que l'accomplissement des tâches historiques de libération nationale et de révolution sociale ne pouvait être fait qu'à travers l'unification des efforts des classes exploitées face à l'offensive impérialiste et à ses disciples dictateurs militaires locaux et à l'entité sioniste, en vue de réaliser la liberté et la justice sous la bannière du socialisme dans toute la région arabe - au cadre d'une guerre de libération populaire qui vise à libérer les territoires arabes occupés, de la constitution d'un parti communiste révolutionnaire unifié et de la réalisation du pouvoir de la classe ouvrière dans toute la région arabe. La libération de cette région de l'hégémonie impériale affaiblira les effets du partage d'influence établi par la coexistence pacifique d'un côté, constitue un levier qui permet de briser d'autres parties de la chaîne de pays soumis, et offre aux forces de la révolution dans le monde capitaliste de meilleures chances pour renouveler leurs forces. Le mouvement avait trois commissions, en Syrie, au Liban et au Koweït. Il a œuvré à faire évoluer la conscience de la classe ouvrière et à briser le cycle de la peur et de la terreur, générées par l'oppression sanguinaire qui s'est poursuivi des années durant, à former un Mouvement Communiste révolutionnaire qui dévoile et démasque les pratiques opportunistes des partis communistes réformistes, et à faire face à l'offensive impérialiste sioniste que a suivi la guerre d'octobre 1973, ayant pour but de réinstaller l'hégémonie impérialiste sur la région et ses ressources, en imposant un règlement avec Israël selon ses propres conditions. Les régimes ont réussi à éradiquer cette organisation d'une manière sauvage au bout de trois années de sa lutte.

*Quand avez-vous été arrêté? Comment s'est passé votre procès?*

J'ai été arrêté le 21 juin 1975 suite à une vaste campagne d'arrestations en Syrie, au Liban et au Koweït. Le groupe fut présenté devant la Cour Suprême de Sécurité et le procès fut fictif, car les sentences étaient déjà prêtes, et visaient à terroriser le reste des forces de gauche et à enterrer dans son berceau toute mouvance révolutionnaire; même les opposants de l'organisation ne s'attendaient pas à de telles sentences. Mis à part le fait que le procès ne fut ni légal ni constitutionnel, il a été effectué dans les pires conditions et les sentences ont été

émises en moins de deux semaines. Cinq militants ont été exécutés quatre jours après la promulgation de la sentence, cinq autres furent condamnés à la prison à vie, et quatre reçurent une sentence de quinze années de prison.

*Quelles ont été vos conditions de détention?*

Ces conditions ont varié selon le lieu d'arrestation. Les plus dures et les pires ont été dans la prison de Mezzé et dans la fameuse prison de Palmyre: isolement total du monde extérieur, absence complète des conditions hygiéniques élémentaires, insuffisance de nourriture, de vêtements et de réchauffement, torture quotidienne brutale qui expose le détenu à la mort sans que le coupable soit atteint d'aucune punition, il pouvait même en être récompensé. Donc, c'est l'absence du minimum de conditions de vie. Et pourtant, nous avons été beaucoup moins exposés à ces conditions que furent les forces intégristes islamistes. Ces conditions se sont relativement améliorées lorsque nous avons été transférés à la prison civile de Adra au bout de seize ans, car au moins, le cycle d'isolement du monde extérieur fut brisé. Puis nous avons été transférés à la prison militaire de Sednaya, dont les conditions de vie se sont améliorées ces dernières années, tant en ce qui concerne les visites qu'en ce qui concerne le contact avec le monde extérieur ou de fournir les besoins de vie ou de l'absence de la torture.

*Quelle a été l'importance et la nature de la solidarité avec vous, lors de votre détention? Quelle a été la position de la gauche réformatrice?*

Malheureusement, seule une minorité courageuse parmi les forces de la gauche arabe - organisations et individus - nous a soutenu et a condamné les sentences tyranniques. Mais la majorité des partis communistes réformatrices ont pris une position de soutien au régime en s'acquittant des forces révolutionnaires de gauche et en approuvant implicitement l'orientation brutale du régime, afin de conserver ses intérêts et ses acquis résultant de sa stratégie de coalition avec lui. Ceci n'a pas empêché une minorité de ses militants de protester contre sa position.

*Dans quelles conditions politiques ont été faites vos libérations? Que signifient-elles sur la situation actuelle du régime syrien?*

Premièrement, ma libération sans condition a été effectuée le 3 août 2004, après une campagne forte et efficace - dans le pays et à l'étranger - qui a duré plus de 3 années, menée par nombre de forces et de personnalités politiques et juridiques. Deuxièmement, cette libération a été faite dans le cadre des promesses de changement lancées par le régime au début du nouveau millénaire, et finalement, dans le cadre des pressions extérieures et intérieures que le régime subissait. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, ceci a signifié pour le régime une simple tentative visant à améliorer son image à l'intérieur et à l'extérieur, et à alléger les pressions qu'il subissait sur le plan mondial, car les conditions essentielles auxquelles il doit se soumettre et qui lui permettent d'être sur le seuil d'un changement socio-politique signifiant n'ont pas encore été réalisées: fermer le dossier de détention politique et celui des disparus et des exilés - avec la restauration des droits civils de tous ceux qui en ont été privés et l'indemnisation matérielle et morale des victimes de l'oppression, abolir l'état d'urgence et cesser de recourir à la loi martiale, promulguer une loi moderne concernant les partis politiques et d'une loi qui organise le fonctionnement des médias, répandre les libertés publiques et la pluralité politique et abolir la monopolisation des pouvoirs politiques, économiques, sociales et culturelles. Ce sont les préambules essentiels d'un processus de changement réel qui sortirait le régime de son impasse intérieure et extérieure.

*Y a-t-il encore des militants du Mouvement Communiste Arabe en prison? Ou d'autres militants d'organisations communistes révolutionnaires?*

Le 3 novembre 2005 a vu la libération du dernier détenu communiste en Syrie. Ce fut le docteur Abdelaziz Al Khayyer, un militant du parti de travail communiste. A ce que je sache, il ne reste plus aucun militant appartenant à une organisation communiste révolutionnaire dans les prisons syriennes, à l'exception d'arrestations temporaires et fortuites de nombre d'activistes dans les champs politique et juridique (à cause de la permanence de l'utilisation des lois martiales et de l'utilisation aléatoire du pouvoir juridique).

*Quelles sont les perspectives de la lutte communiste révolutionnaire dans le monde arabe en général, et en Syrie en particulier?*

Vous savez que le monde a basculé et a pris une nouvelle direction suite à l'effondrement de l'ancien bloc socialiste et du dévoilement des défauts essentiels qui ont conduit en somme à la liquidation de la première expérience socialiste au monde, d'une manière dramatique et soudaine. Aussi, la pensée socialiste, et surtout la pensée marxiste révolutionnaire authentique ont régressé suite à l'offensive capitaliste qui a estimé que le système capitaliste est la fin de l'histoire. Citons aussi la tentative des Etats-Unis visant à déployer son hégémonie absolue sur le monde entier, dans le cadre d'un système monopolisé mondial nouveau sous les bannières de 'démocratie' et de 'liberté'!! Nous estimons qu'une nouvelle étape de lutte de classes au plan mondial a débuté (les prémices se trouvent dans les transformations actuelles qui s'effectuent dans certains pays d'Amérique latine et dans les mouvements sociaux mondiaux qui luttent contre la mondialisation capitaliste et contre la guerre,...). Nous estimons également que là à partir de ce qui s'est passé dans l'ensemble du siècle passé, mais aussi de rénover une pensée marxiste critique authentique qui voie la situation telle qu'elle est vraiment et non comme on l'imagine. Nous croyons que le rôle de cette étape implique la remise en considération de la pensée marxiste révolutionnaire et de son histoire, pour qu'elle soit capable d'innover une autre alternative historique en dehors du capitalisme et loin de la barbarie. C'est un travail qui s'effectue à travers un contexte cumulatif prolongé au plan mondial dans ses deux fractions, la première et la deuxième, tant pour la théorie que pour la pratique. Ainsi en est-il aussi dans notre région, en tant que faisant partie du second (jadis tiers) monde. Car nous souffrons toujours des mêmes problèmes, de leurs conséquences et aggravations - dont nous avons souffert depuis plus d'un siècle. Nous vivons une période transitoire où les efforts essentiels doivent se concentrer sur la formation du plus large front de gauche possible face à l'offensive néolibérale soutenue et approuvée par les régimes locaux et par les classes qui en profitent, afin d'effectuer des réformes radicales qui expriment les réclamations et besoins des plus larges couches sociales affectées par cette offensive et par des décennies d'oppression et d'humiliation. La situation est mauvaise dans notre région, surtout en Syrie. Ceci ne nous poussera pas au pessimisme, mais à davantage d'action pour un futur meilleur. Il existe une longue étape de luttes mineures, qui doivent aplanir des difficultés énormes pour atteindre un seuil, duquel nous pourrions relancer une lutte communiste révolutionnaire véritable dans la région arabe.

*Le Secours Rouge s'est constitué pour soutenir les militants ouvriers et révolutionnaires communistes, anarchistes, antifascistes et anti-impérialistes victimes de la répression bourgeoise. Avez-vous un besoin particulier à exprimer?*

Avec toute mon estime envers les efforts de votre organisation et de ses initiatives, je voudrais l'inviter d'abord à donner plus d'attention au côté théorique, et à lancer une initiative visant à orienter les efforts des forces semblables qui oeuvrent dans la même ligne militante. Ensuite, à pallier l'écart entre les forces de lutte au Nord et au Sud, en vue de l'unification de leurs efforts. Je propose une application urgente disponible, mettre en ligne une copie de votre site en arabe ou en anglais, et dans d'autres langues ultérieurement.

---

## **Pour Joëlle Aubron**

### **1. Communiqué de la Commission pour un Secours Rouge International (Bruxelles-Zurich)**

Nous avons appris avec tristesse et avec colère la mort, mercredi premier mars, de Joëlle Aubron. Militante d'Action Directe, Joëlle a été libérée alors qu'elle était déjà gravement malade, le 16 juin 2004. Joëlle a résisté à la maladie avec le même courage qu'elle avait résisté à la prison. Nous adressons un salut fraternel à sa famille, ses proches et ses camarades, et nous rendons hommage à cette camarade qui a toujours parfaitement accompli son devoir de révolutionnaire. La meilleure façon d'exprimer cet hommage à la mémoire de Joëlle est de redoubler nos efforts pour la libération des prisonniers révolutionnaires, à commencer par les prisonniers malades. Il est clair que l'Etat français ne veut utiliser la loi

prévoyant la libération des prisonniers dont l'état de santé est incompatible avec la détention que pour qu'ils aillent mourir hors de prison. Nous lutterons pour sortir Nathalie et les autres camarades avant que l'Etat français puisse se livrer sur eux à son calcul sordide et macabre. Liberté pour les prisonniers révolutionnaires! Honneur à la camarade Joëlle Aubron!

**2. Nadia Lioce** a écrit à la Commission pour un SRI: *'mes condoléances vont à tous ceux qui ont travaillé avec Joëlle et qui lui étaient proches... Je m'imagine qu'elle a combattu jusqu'à la fin et j'espère qu'elle ne souffrait pas, mais avait autour d'elle l'affection des camarades.'* [Nadia a été condamnée en 2005 à perpétuité pour les actions contre D'Antona et Biagi. Elle est maintenant en isolement total à cause de l'article 41bis, qui a été établi pour les chefs maffieux et qui a été élargi au soi-disant 'terrorisme'.]

### **3. Communiqué de 'Pour une perspective révolutionnaire'**

Nous adressons nos salutations militantes à la camarade révolutionnaire Joëlle Aubron (AD, qui sera honorée le 18.3.06 au mur des fédérés, au père Lachaise de Paris, où furent fusillé(e)s nombre des communards le 18.3.1871. Nous avons laissé dans 3 wagons 1ère classe du TGV Zurich-Paris de l'acide butyrique.

Chère camarade Joëlle (Aubron, membre de l'ex-groupe de guerrilla Action Directe - AD -, morte le 1.3.06), chère(e)s camarades prisonnier(e)s révolutionnaires en France, Italie, Espagne, Turquie, Suisse, Palestine,...

'Identité révolutionnaire et prison ou dissociation et liberté, à cette logique de chantage bourgeoise tu avais résisté - comme d'autres prisonnier(e)s révolutionnaires qui seraient déjà libérables: Nathalie Ménigon (gravement malade), Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Régis Schleicher (tous membres de l'ex groupe de guérilla Action Directe), Georges Ibrahim Abdallah (prisonnier communiste des FARL - Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises) - libérable depuis 5 ans...

En Italie, avec la même logique de chantage, l'état bourgeois essaye de punir les camarades des Brigades Rouges. Le camarade Cesare di Lenardo, après plus de 24 années de prison, refuse et résiste (comme d'autres camarades, bien sûr) à cette attaque politique et haineuse: le camarade Cesare devrait entrer dans un régime d'isolement. Pourquoi? Il n'a jamais arrêté de lutter et il a toujours revendiqué la politique de son organisation révolutionnaire. Joëlle, tu es sortie du prison, pour ne pas y mourir, l'état bourgeois ne craint pas seulement les prisonnier(e)s révolutionnaires, il craint encore de plus les révolutionnaires mort(e)s en prison. C'est la raison pourquoi les portes de la prison de Bapaume se sont ouvertes pour toi - pas pour te soigner comme il fallait (c'était trop tard), mais pour mourir sans devenir encore une raison de lutte et de mobilisation pour les camarades dans et hors la prison.

Pour nous c'est la même attaque contre-révolutionnaire! Avec cette petite action militante, chère camarade, en te rendant hommage comme révolutionnaire qui a lutté contre l'impérialisme (qui signifie destruction et misère) en mettant en question le capitalisme en tant que système, en poursuivant son dépassement par le démantèlement de l'Etat bourgeois! Le courage et la détermination avec lesquelles tu as conduit cette lutte de classe et la lutte contre la répression en prison et après ta sortie pour la libération de tes camarades (d'Action Directe) et Georges Ibrahim Abdallah vivront dans nos luttes!

Hors des prisons tous les prisonnier(e)s libérables!

Stop aux attaques contre les prisonnier(e)s révolutionnaires de longue durée en France, Italie, Espagne, Suisse,...

Les révolutionnaires tombé(e)s dans la lutte de classe continueront à vivre dans nos luttes.

Liberté pour tous les prisonnier(e)s révolutionnaires!

Pour une perspective révolutionnaire!

**4. Message de salut de la Conférence internationaliste de Berlin** en rapport avec le 18 mars, Journée internationale des prisonniers politiques, aux camarades à Paris, qui prennent congé de Joëlle Aubron, ancien membre du groupe de guérilla Action Directe.

Chèr(e)s proches de Joëlle, chèr(e)s camarades, qui prenez congé de la révolutionnaire et lui rendez hommage, aujourd'hui, le 18 mars, au mur du cimetière du Père-Lachaise.

Nous, qui participons le 18 mars, à Berlin, Journée internationale des prisonniers révolutionnaires, à la Conférence internationaliste 'RESISTANCE contre la guerre, l'occupation, l'exploitation et la répression! LIBERTE pour tous les prisonniers politiques!', nous vous saluons solidairement. Nous partageons votre deuil et votre colère.

En ce moment, nous ne sommes pas seulement uni par cette date importante pour les luttes de classe révolutionnaires internationales. Nous sommes uni aussi selon l'esprit de Joëlle: 'La lutte pour la libération est une exigence pour tous ceux, qui se réclament du combat anti-impérialiste et anti-capitaliste'.

La meilleure manière d'exprimer le grand respect devant la détermination puissante et consciente de Joëlle, avec laquelle elle a lutté d'abord contre la logique capitaliste du profit et ensuite comme prisonnière contre la répression et pour la collectivité, est de lutter avec encore plus de détermination pour la liberté des prisonniers politiques!

Les participant(e)s de la conférence internationaliste de Berlin, le 18 mars 2006.

**5. Message du Secours Rouge/APAPC à l'occasion du décès de Joëlle Aubron, militante d'Action Directe.**

Nous attendions Joëlle Aubron à sa sortie de prison mais c'est elle qui nous a accueillis dans ses pensées de tous les instants pour ses camarades, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan, Régis Schleicher. Les mots rendent difficilement hommage à ceux qui ont agi. Ce sont les avancées dans la lutte qui les récompensent. Le refus de l'absence de Joëlle se confond pour nous, inévitablement, avec celui de l'absence de ses camarades. Nous ne la verrons plus, nous voulons les revoir tout de suite. Nous y travaillerons plus. Nous renforcerons notre solidarité avec ceux et celles qui, de par le monde, sont réprimés parce qu'ils marchent dans cette juste direction que Joëlle aussi avait choisie. Nous saluons chaleureusement ses parents et ses amis.

Honneur à Joëlle Aubron, révolutionnaire internationaliste! Liberté pour les prisonniers d'Action Directe!

Bruxelles, 2 mars 2006

## **6. Communiqué d'une initiative à Bruxelles**

Cette nuit du 2 mars 2006, nous avons bombé le siège de la BANQUE TRANSATLANTIQUE BELGIUM SA, rue De Crayer 14, 1000 BRUXELLES. Nous avons maculé la façade et peint 'HONNEUR A JOELLE' en hommage à Joëlle Aubron, militante d'Action Directe, décédée hier.

La 'Dernière Heure' ment effrontément en parlant d'un cancer détecté après sa libération.

Joëlle a été libérée à l'article de la mort. C'est par sa volonté de lutte peu commune qu'elle a déjoué de quelques mois les plans de l'Etat français qui n'avait accordé de suspension de peine pour raison médicale qu'avec l'assurance que Joëlle ne survivrait pas plus d'une poignée de mois à sa libération.

Nous voulons rendre hommage à la mémoire de cette révolutionnaire. Et notre visite nocturne à la Banque Transatlantique est sans commune mesure avec notre peine et notre colère. La Banque transatlantique Belgium est filiale de la Banque (française) Transatlantique, qui fait partie du groupe financier français Crédit mutuel-CIC. C'est traditionnellement la banque des Français à l'étranger, mais en Belgique, elle joue aussi le rôle de voie d'évasion fiscale pour les riches depuis que la France lève un impôt sur la fortune (ISF) qui n'a pas d'équivalent en Belgique. La Banque Transatlantique Belgium fait donc de la 'gestion de fortune' et de 'l'ingénierie patrimoniale' pour les Français nantis qui trouvent ici une sorte de paradis fiscal. Elle gère déjà plusieurs centaines de millions d'euros, et toujours dans l'idée de favoriser l'évasion fiscale des bourgeois français, projette d'ouvrir une succursale à Tournai, juste à côté

de la frontière. C'est une institution typique de ce système d'injustice que Joëlle a combattu, ce système qui accumule les privilèges à une extrémité, et la misère à l'autre.

Combattre le capitalisme! Solidarité avec les révolutionnaires emprisonnés!

---

## **Diyarbakir: Conférence Internationale contre les disparitions**

Du 16 au 20 mai se tiendra à Diyarbakir (Kurdistan) la 5ème conférence Internationale contre les disparitions. Cette conférence, organisée par le Comité International Contre les disparition (ICAD) et l'Association de Solidarité et d'Aide aux Familles des Disparus, aura pour thème: 'Guerre et occupation: violations des droits de l'homme, tortures et disparition'.

La ville de Diyarbakir (principale ville kurde dans l'état turc) a été choisie car l'Etat turc joue un grand rôle dans la guerre, l'occupation et les violations des droits de l'homme au Moyen Orient, grâce à ses relations privilégiées avec les USA et son appartenance à l'OTAN. Dans cette conférence, il sera mis l'accent sur les dimensions des disparitions, des tortures, des massacres et des violences sexuelles au Moyen-Orient, surtout en Irak et en Palestine, en Turquie, au Kurdistan. La conférence associera diverses activités (conférence de presse, projection de film, prise de parole des proches de disparus, groupes de travail, manifestation,...).

Les thèmes des trois groupes de travail seront 'Violation des droits de l'Homme, disparitions et perspectives de lutte', 'Stratégie de guerre et réalité du Moyen Orient aujourd'hui', 'Les politiques économiques néolibérales et le militarisme'.

Contact: [icadint@hotmail.com](mailto:icadint@hotmail.com) - [www.icad-comittee.com](http://www.icad-comittee.com)

---

## **Pays-Basque: Protestation contre le macro-procès**

Le 18 février fut une journée de protestation mondiale contre le macro-procès politique 18/98.

La dynamique de criminalisation des mouvements politiques sous le prétexte de la lutte anti-terroriste est bien connue dans le monde. Concrètement, c'est au Pays-Basque qu'on est en train de développer un véritable laboratoire répressif dont les expériences peuvent affecter d'autres contextes en Europe ou en dans d'autres continents. Il est nécessaire de stopper ce processus. Parallèlement à la manifestation de masse du 18 février à Bilbao, d'autres mobilisations ont eu lieu dans d'autres points du monde pour dénoncer le 'macro-procès' contre la gauche indépendantiste basque.

Pour rappel, c'est en 1998 que toute une série de procès juridiques contre certaines organisations sociales, culturelles, politiques, journaux, radio et quelques 250 citoyennes et citoyens basques ont commencé. Cet ensemble de procédures est connu sous le nom de 18/98. Cette procédure est au service d'une stratégie politique dont le but est d'expulser de la légalité espagnole un vaste espace social et politique basque, celui de la gauche indépendantiste. Le simple fait de défendre publiquement les thèses de la gauche indépendantiste est automatiquement assimilé au soutien à l'organisation ETA, comme si tout le mouvement de la gauche indépendantiste n'était que le 'paravent légal' d'ETA. La procédure du macro-procès 18/98 est arbitraire, elle est construite sur une condamnation prédéterminée, sans tenir compte des dénonciations de tortures et de mauvais traitements infligés aux personnes mises en accusation. La procédure même constitue un châtime anticipé: prison préventive, coût personnel, familial, professionnel et économique; journaux interdits, sièges d'organisation et d'associations fermés, manifestations interdites.

---

## **France: Action contre la biométrie**

Le 26 février 2006, une petite centaine de personnes a perturbé le fonctionnement normal de la Cité des Sciences pour l'Industrie, en particulier l'exposition promotionnelle 'Biométrie le corps identité'. Ils ont scandé des slogans et distribué les tracts suivants:

'La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes: éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants. (...) La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. Là encore, l'électronique et l'informatique peuvent contribuer largement à cette tâche.' Livre bleu, propositions des industries électroniques et numériques, Assises du GIXEL 2004. Extraits de la première version, remaniée depuis le procès faisant suite à la destruction de machines biométriques à Gyf-sur-Yvette.

**OBEIR AU DOIGT ET A L'OEIL: JAMAIS! REFUS SANS CONCESSION DE LA BIOMETRIE.**

Fidèle à sa vocation première, la Cité des Sciences et de l'Industrie nous invite une fois de plus à célébrer l'arrivée du dernier gadget qui nous pourrit et continuera à nous pourrir la vie. Actuellement, la biométrie s'infiltré dans notre quotidien: bornes biométriques pour pouvoir rentrer dans la cantine, enregistrement biométrique obligatoire pour se rendre ou passer par les Etats-Unis, pointeuses biométriques dans certaines entreprises, arrivée de la carte d'identité et du passeport biométriques en France... C'est dans ce cadre que s'inscrit l'exposition 'Biométrie, le corps identité' subventionnée par Sagem morpho, l'une des plus grosses entreprises d'outils biométriques avec le concours technique de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Ce partenariat est une des faces visibles des liens d'intérêt entre les groupes industriels et les pouvoirs publics, afin que se développe le marché lucratif de la biométrie et que se resserre un contrôle social fort dans une optique gestionnaire et sécuritaire. Sous ses allures ludiques et interactives, l'exposition pousse les visiteurs de tous âges à se familiariser avec les appareils de contrôle. Il s'agit de tester le dispositif pour préparer sa généralisation et le fait même d'inviter chacun à 'se forger sa propre opinion' (alors que les décisions sont déjà prises) fait partie d'une tactique d'acceptation en douceur des méthodes biométriques. La biométrie, censée nous faciliter la vie (chacun devient son propre moyen de paiement, sa clef d'appartement ou de voiture...), facilite surtout l'action des flics, des juges et des patrons pour mieux nous fichier, nous contrôler, nous expulser, rentabiliser un peu plus notre productivité au travail. La mise en place de la biométrie n'est pas une initiative isolée: de la vidéosurveillance au fichage ADN en passant par la puce RFID (cf carte Navigo), c'est la même logique de contrôle qui est à l'oeuvre. Des oppositions se sont déjà manifestées: refus d'un universitaire d'enseigner aux Etats-Unis pour ne pas être biométrisé, destruction de machines biométriques au lycée Gif-sur-Yvette, opposition à leur mise en marche au lycée Ravel à Paris...

**REFUSONS la biométrie sous toutes ses formes! NON à cette exposition promotionnelle!**

Nous avons déjà traité de la biométrie dans *Solidarité!*. En France comme partout, la prison a servi de laboratoire à de nouvelles techniques de flicage et de contrôle social. Testé dans les prisons de Nanterre (Hauts-de-seine) et de la Santé depuis 2002, le recours à la biométrie a été étendu en 2003 à d'autres établissements: les Baumettes à Marseille, Fleury-Mérogis, Fresnes et Bois-d'Arcy, en région parisienne. Un arrêté de juin 2003 ayant permis de passer du stade de l'expérimentation à celui de la généralisation de ce type d'installation. Le système retenu par la Direction de l'administration pénitentiaire repose sur une reconnaissance de la 'morphologie de la main' (l'empreinte palmaire) d'un prisonnier, couplée à une carte d'identité magnétique 'infalsifiable'. Lors de son arrivée dans un établissement, le détenu enregistrera au greffe un gabarit de sa main, qui sera stocké avec d'autres informations (nom, photographie et numéro d'écrou) dans un serveur central, auquel seront reliées des bornes disposées dans la



prison. Lors d'un contrôle, l'empreinte de la main appliquée sur une borne sera ainsi immédiatement comparée au gabarit laissé au greffe.

---

## **L'US Army remodelée pour la contre-insurrection**

Le programme FCS (Future Combat System) absorbera trois milliards et demi de dollars en 2006. Ces dépenses serviront au développement et à la recherche technologique, et sont destinées au rééquipement et à la réorganisation de quinze brigades (rebaptisées Units of Action) sur les 48 que comptent l'US Army dans les quinze à vingt ans qui viennent.

C'est évidemment les déconvenues de l'Armée américaine en Irak et, en général, l'inadaptation de son équipement et de son organisation face à une guérilla majoritairement urbaine qui est à l'origine de ce programme. Largement modelée par les programmes de guerre contre l'Union Soviétique, l'Armée US doit gagner en souplesse et en efficacité aux échelons les plus réduits.

Le FCS est basé sur le principe du 'see first, understand first, act first et finish decisively'. On est très loin du compte en Irak où l'US Army est sans cesse surprise par les attaques de la guérilla.

Le FCS doit répondre à des contraintes opposées. D'un côté il met en avant la capacité de réagir très rapidement (et donc sur l'aéromobilité), mais de l'autre côté il doit tirer des leçons de l'expérience irakienne, notamment en matière de vulnérabilité des transports de troupes aux roquettes de type RPG, abondamment utilisées par la guérilla. Ces contraintes sont opposées car si la technologie permet de répondre à la menace des missiles guidés par des contre-mesures électroniques, on ne peut parer aux menaces dites 'stupides' (munitions non guidées comme les roquettes RPG ou les obus de mortier, les charges enterrées,...) que par le blindage, c'est-à-dire par la masse. Pratiquement, le transport tactique US est assuré par des C-130 Hercules qui emportent chacun 18 tonnes, alors que les projets de véhicules testés dans le programme FCS pèsent au moins 30 tonnes. C'est tout le dispositif militaire américain qui s'en trouve affecté, les Hercules devant céder la place à des C-17 dont la capacité d'emport est multipliée par trois.

Le programme de remplacement des Hummer est lancé tant par l'US Army que par les Marines. Le Hummer, véhicule de transport (et non de combat) faiblement blindé s'est révélé trop vulnérable dans une guerre où il n'y a plus d'avant ni d'arrière, et où tout véhicule peut à tout moment se retrouver confronté au feu ennemi. Sans autre lien avec le programme FCS que l'expérience des guérillas en Irak, la coopération des industriels de l'armement israélien et américains a débouché sur deux nouveaux modèles de transports blindés: International et Rafael d'un côté, American Trucks et IMI de l'autre, proposent les premiers véhicules transports fortement protégés contre les roquettes RPG (en combinant grilles qui font exploser prématurément les roquettes et tuiles en blindages réactifs, qui explosent vers l'extérieur du véhicule à l'impact de la roquette) et contre les mines antichars standards de 6 kg.

Le programme FCS prévoit la mise en ligne de robots et d'engins télécommandés de plus en plus nombreux, de plus en plus lourds et complexes. Certains, comme le GDLS, sont de petits tanks. Les modèles proposés par General Dynamics et Lockheed Martin sont actuellement testés.

L'US Army sera donc à moyenne échéance constituée de brigades FCS, de 'Stryker' d'infanterie mécanisée, récemment formées sur base de l'expérience irakienne, équipées des transports de troupes améliorés (notamment d'un dispositif passif contre les roquettes RPG), et de brigades classiques équipées des transports de troupes blindés Bradley et de chars lourds Abrahams.

L'infanterie se verra aussi probablement dotée d'un nouveau calibre. Le 5,56 mm standard manque de puissance. Le retour en force des mitrailleuses 7,62 ramène aussi les problèmes propres à ce calibre (poids et dimensions rédhibitoires). Des calibres intermédiaires universels sont à l'étude (6,5 ou 6,8 mm). La FN de Herstal, qui est en concurrence avec l'allemand Heckler & Koch pour l'attribution des contrats d'armement individuels pour l'infanterie américaine, préparerait un fusil SCAR dans un de ces calibres...

Le FCS ne concerne que l'US Army, mais toutes les forces armées US sont touchées par cette nouvelle donne. C'est ainsi que l'US Navy transforme ses sous-marins lanceurs de missiles balistiques atomiques en sous-marins capables à la fois de lancer 154 missiles de croisières et d'infiltrer et exfiltrer des commandos de 'contre-terrorisme'. L'USS Georgia est en voie de conversion dans les chantiers navals de General Electric. C'est le quatrième sous-marin à être ainsi refondu, pour un coût d'un milliard de dollars pièce...

---

## **Maroc: Répression anti-saharaouis**

En janvier dernier, les peines de prisons de 14 prisonniers politiques sahraouis ont été confirmées et alourdies, sur des accusations de participation à des manifestations, d'instigation à des actes de protestation violente et participation à ceux-ci. Deux de ces prisonniers au moins ont été battus dans les fourgons de la police lors d'un transfert de la 'Prison Noire' de Laâyoune. Le procès - qui a duré deux jours! - a donc débouché sur des peines de 6 mois à 2 ans de prison. Il a été entaché de graves irrégularités, notamment la présentation d'aveux obtenus sous la torture ainsi que le déni du droit de défense.

---

## **Brèves de l'étranger**

### **France: Tortures à la DNAT**

*'En 1995, c'est clair, ça cognait dur dans les commissariat. Le ministre Jean-Louis Debré exigeait des résultats, les policiers maltrahaient à l'époque les prévenus. Tout le monde le savait'*. Les déclarations d'un magistrat anti-terroriste, d'anciens policiers et d'avocats viennent confirmer les informations parues du livre 'Place Beauvau'. Non seulement les personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur les attentats islamistes 1995 (battues pendant les 96 heures de garde à vue, au point d'être méconnaissables), mais au moins deux suspects (dont Slimane Rahmoui, alors âgé de 24 ans) ont été torturés à l'électricité à Paris par les flics de la Direction Nationale de l'Anti-terrorisme (DNAT).

---

### **France: Loi anti-terroriste et internet**

Le décret officiel de la loi anti-terroriste du 23 janvier est paru ce dimanche 26 mars 2006 au Journal Officiel, et donne donc obligation aux opérateurs, fournisseurs d'accès à internet et autres cybercafés de conserver les données liées à leurs clients pendant une durée légale d'un an. Ces données doivent permettre une identification de l'utilisateur, ainsi que des équipements de communication utilisés. Elles doivent également permettre de déterminer exactement la date, l'horaire et la durée de chaque communication, ainsi que le ou les destinataires de chaque communication. Ce projet a été rédigé juste après les attentats de juillet 2005 à Londres. Outre le stockage des données, cette nouvelle loi permet également un développement de la vidéosurveillance avec par exemple le contrôle des déplacements d'individus vers des pays dits à risques.